

LE «DIALOGUE SOCIAL» EST UNE FARCE

CONTRE LA POLITIQUE DU GOUVERNEMENT

UNISSONS NOS FORCES ET NOS LUTTES

BULLETIN NPA TECHNOCENTRE RENAULT - GUYANCOURT

03/07/2014

Les 7 et 8 juillet prochains se tiendra une nouvelle « conférence sociale ». Ce grand raout, mis en place par le gouvernement Hollande depuis son arrivée au pouvoir, réunit chaque année les représentants des organisations patronales, les organisations syndicales et le gouvernement pour soi-disant « dialoguer ». Mais, pour sa 3^{ème} édition, plus personne n'est dupe. Ce gouvernement est bien loin de l'image qu'il a voulu se donner d'un gouvernement à l'écoute de la souffrance et des revendications du monde du travail. La seule voix qu'il est capable d'entendre, c'est celle du patronat.

Hollande gouverne pour le Medef

Dans la même lignée que Sarkozy, son prédécesseur, Hollande a multiplié les attaques contre les salariés (réforme des retraites, ANI, réforme des rythmes scolaires, réforme ferroviaire, la réforme de l'Unedic contre les droits des chômeurs des précaires et des intermittents...) tandis qu'il accordait des cadeaux toujours plus faramineux au patronat par des exonérations de cotisations. Le Pacte de responsabilité n'est que la dernière trouvaille de Hollande. Ce pacte va de nouveau exonérer les patrons de 30 milliards d'euros de cotisations sociales qui seront compensés par un super plan d'austérité de 50 milliards d'économie sur la dépense publique, notamment la santé.

On ne peut pas dire que ce gouvernement qui prône le dialogue social se soit montré très à l'écoute des salariés qui ont osé se mobiliser pour tenter de stopper les attaques contre nos droits. Face aux 80% des enseignants qui étaient contre la réforme des rythmes scolaires, la seule réponse du gouvernement a été de l'appliquer à marche forcée. Face aux cheminots qui ont fait plus de 10 jours de grève reconductible contre la réforme du ferroviaire, la seule réponse du gouvernement a été des injonctions à faire cesser la grève ! Sans parler des milliers de salariés qui se sont mobilisés depuis 3 ans contre des licenciements ou des suppressions de postes, dans les entreprises privées comme dans le public, et qui se disaient

peut-être que les milliards d'euros distribués au patronat auraient dû servir à maintenir des emplois. Mais même ce geste-là, le gouvernement ne l'a pas fait !

Non au marché de dupes

Alors tout le monde sait que cette « conférence sociale » n'est qu'une mascarade qui sert à faire passer les attaques plus facilement en faisant semblant d'y associer les organisations syndicales. Dans cette situation, la seule attitude que devraient adopter les organisations représentant les salariés devrait être de boycotter cette conférence. Il n'y a pas de compromis possible entre nos intérêts et ceux du patronat. Eux veulent augmenter leurs profits et leur seule solution est de s'attaquer à nos droits, de baisser nos salaires, d'augmenter notre temps de travail et notre charge de travail ... La seule manière de les en empêcher est de construire des mobilisations, des grèves capables d'imposer un rapport de forces. C'est ce à quoi devraient s'atteler les organisations syndicales au lieu de cautionner de nouveau ce pseudo dialogue social.

Faire converger toutes les luttes

A l'image des liens qui ont pu se tisser entre les différents secteurs mobilisés (intermittents, postiers, cheminots...), nous devrions chercher à faire converger l'ensemble des contestations qui existent. C'est bien cela que peut craindre le gouvernement et le patronat : la coagulation des colères et des luttes qui, par leur force, pourraient remettre en cause leurs intérêts.

LE BLOG DU SECTEUR AUTOMOBILE DU NPA

www.npa-auto-critique.org
Avec tracts, actus, infos, le site est
essentiel à l'échange d'informations sur
l'actualité des luttes dans notre secteur



GHOSN, CHAMPION DE SON COFFRE FORT PERSO

La rémunération au Japon de Carlos Ghosn, triple PDG de Renault, Nissan et Autovaz, a été rendue publique parce que c'est une obligation légale au Japon. Pour les douze mois précédant le 31 mars 2014, elle s'élève à 995 millions de yens, l'équivalent de 7,15 millions d'euros ... Cumulée avec sa rémunération Renault entérinée le 30 avril 2014 par les actionnaires, on arrive à un total de 10 millions d'euros par an. Et on ne compte pas sa rémunération de PDG d'Autovaz en Russie qui, au tarif des oligarques russes, doit être plutôt bonbon. Les années se suivent et les rémunérations de Ghosn se ressemblent ! Il doit bien servir les dividendes des actionnaires, pour réussir à se faire payer au Japon 3 fois plus que ses collègues PDG de Toyota, premier constructeur mondial, ou de Honda ! Et en France, où l'Etat est actionnaire à 20% de Renault, le gouvernement reconduit Ghosn pour quatre ans.

NOUVELLE USINE, EXPLOITATION A L'ANCIENNE

Il y a 15 jours, Paul Carvalho, ex-RH de l'usine de Cléon, et aujourd'hui directeur de l'usine Renault de Tanger au Maroc, paraît dans les colonnes du journal *l'Usine Nouvelle*. Il aurait réussi son pari, avec 350 000 véhicules produits depuis l'ouverture. A quel prix ? Le site tourne, se vante-t-il, 4400 heures par an en deux équipes. En clair, 2200 heures de travail annuel par salarié marocain, contre 1600 heures pour un salarié en France. Et la paie, n'en parlons pas : c'est le tiers ou le quart d'un ouvrier d'ici. Sauf la paie du directeur et de quelques hauts cadres français au Maroc, sans compter les villas de fonction.

GHOSN BONIMENTEUR ET MENTEUR

Les véhicules électriques ne peuvent pas être qualifiés d'écologiques : voilà l'avis du jury de déontologie publicitaire, un organisme vérifiant le contenu des publicités, concernant celles de Renault. Cet organisme est pourtant peu regardant, à observer le baratin de tant d'affiches ou de vidéos. Mais l'avis est net : "*L'utilisation des véhicules électriques induit nécessairement certains effets négatifs sur l'environnement, notamment les pièces d'usure des véhicules utilisés et l'électricité nécessaire à leur rechargement.*" Il faut en effet être un bonimenteur professionnel pour qualifier l'électricité nucléaire produite en France d'écologique. En avril 2010, Renault s'était déjà vu obligé de retirer une même publicité en Angleterre pour le même motif. Ghosn est « multi-récidiviste » dans le mensonge ! Quatre ans après leur annonce, les plans pour l'usine de Flins se révèlent être du vent, les travailleurs de Flins étant les premiers à les subir en la matière.

APRES L'ANGLAIS, LE JAPONAIS ?

Renault teste notre « employabilité » sur nos compétences linguistiques ... du moins si on en juge par le nombre croissant de documents et réunions en anglais. Le prétexte Nissan devient un système pervers d'exclusion des non-initiés. En 2012 déjà, Danone avait été condamné pour de telles pratiques. Le tribunal avait réaffirmé qu'« en France, la langue de travail est le Français. »

PSA : TAVARES SUR LES TRACES DE GHOSN

Tavarès a bien appris la leçon chez Renault : son plan «*back in the race*», c'est le «*retour dans la course*» ... aux profits. D'abord, l'Etat français apporte près d'un milliard à PSA ... et accompagne la casse de l'emploi aux usines PSA de Mulhouse et de Poissy. La famille Peugeot et Tavarès peuvent dire : « merci Hollande ! ». L'objectif c'est 2 milliards de cash d'ici 2018. Il veut réduire les coûts de fabrication de 1100 €/véhicule en pesant sur les conditions de travail, les salaires et les sous-traitants. Le but : un taux d'utilisation des machines de 115%, à coups de travail posté, d'overtime et de suppressions de pauses. Qu'on soit salarié Renault ou PSA, Ghosn ou Tavarès, c'est le même combat !

CA RECRUTE DANS L'AUTOMOBILE

Tavarès, ex N°2 de Renault viré par Ghosn au mois d'août dernier et aujourd'hui N°1 de PSA, recrute auprès de ses copains. En juin, il a embauché Yann Vincent, ancien directeur de l'usine Renault de Douai, pour la restructuration industrielle du groupe PSA. Mais les deux Carlos sont réglos. Comme l'a confié Tavarès à la presse : « *Pour chaque recrutement d'anciens cadres passés par Renault, les DRH de PSA et Renault se parlent* ». Alors pourquoi pas nous, entre salariés de Renault et PSA ? Pas pour manigancer comme eux des mauvais coups, mais tout simplement pour mieux nous défendre et nous organiser.

FAUSSE MUTUELLE, VRAIE ASSURANCE PRIVEE

L'accord compétitivité Renault rend obligatoire un contrat collectif de complémentaire santé, pris en charge à 50% par Renault. La loi sur la « sécurisation de l'emploi » impose aussi à tous les travailleur(euse)s du privé à partir du 1^{er} janvier 2016. Cette assurance forcée, qui n'a de mutuelle que le nom, favorise les assureurs privés. Guillaume Sarkozy, frère de Nicolas et patron du groupe Malakoff Médéric, s'en est félicité le 27 juin en annonçant un chiffre d'affaire 2013 de 3,5 milliards (+4,6% par rapport à 2012).

ASSURANCE FORCEE OU MUTUELLE FACULTATIVE?

Au Technocentre, la future complémentaire obligatoire qui remplace la mutuelle facultative Renault inquiète les salarié(e)s. Non sans raisons. Pour info, PSA a imposé à ses salarié(e)s la « mutuelle » Sarkozy sous couvert de tarifs avantageux. Bilan : en juillet +14 % pour la cotisation « famille », +32 % pour la cotisation « isolé », +34 % pour « couverture chaque année en fonction de l'indice de consommation médicale (fréquence des maladies) ...

SI VOUS APPRÉCIEZ CE BULLETIN, AIDEZ LE NPA !

Les dons effectués en 2014 ouvrent droit pour 2015 à une réduction d'impôt égale à 66% de leur montant.

Chèque : à l'ordre de «NPA souscription» à renvoyer à NPA souscription - 2 rue Richard Lenoir - 93100 Montreuil
Paiement en ligne : www.npa2009.org/souscription

Association de financement «NPA souscription» - 2 rue Richard Lenoir 93100 Montreuil - Agrément de la CNCCFP 06/04/2009

Bulletin NPA Technocentre Renault – Guyancourt
3 juillet 2014